

7 Jours

Filpac CGT

N°75 – 28-02-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Le 6 mars place du Palais-Royal - Paris-11 heures est le prologue d'une course à étapes pour l'information. Ce que nous imposent les propriétaires, c'est de réduire notre rôle syndical à l'approbation forcée de plans de destruction des emplois. Comme si l'emploi était le responsable du dépeçage de l'information entre grands capitalistes et sociétés dominant le numérique ! Ce que la Filpac CGT représente, en plus d'être le syndicat majoritaire de la presse, c'est le combat de toutes et tous pour une information de qualité à laquelle tout le monde puisse accéder. C'est une bataille de longue haleine. **Le 6 mars, la parole circulera, les équipes syndicales s'en saisiront.**

Ce que nous allons défendre le 6 mars à Paris devant la ministre, c'est l'information !

L'acharnement à décoller l'information du papier imprimé ne relève pas d'un progrès nommé « numérique ». La présence de gangsters et de spéculateurs (Tapie-La Provence, fonds suisses-Nice Matin, Niel-Nouvel Observateur...) dans le domaine de la presse n'est pas la conséquence de la « transition numérique », mais d'une fracture libérale...

L'information livrée à quelques grandes familles françaises (Bolloré, Bouygues, Bernard Arnault, Dassault...) et à quelques banques (Crédit Mutuel, Crédit agricole) prélude son naufrage dans le pouvoir des 5 sœurs mondiales, Google, Microsoft, Facebook, Twitter, Apple. Entre-temps, les journaux régressent ou disparaissent, agités par des raids d'acquéreurs, des plans de restructuration imbéciles, des suppressions d'effectifs sans fin. **L'information d'aujourd'hui est le produit monstrueux des états généraux de la presse de Sarkozy en 2008. Nous sommes donc partisans d'abroger le décret Sarkozy, cause du désastre actuel.**

Nous nous battons pour l'information, papier imprimé et numérique. Quand les propriétaires des sociétés d'information sabrent des éditions, des titres, des services, des emplois, ils dévoilent leur conception de l'information dans le numérique : ce sera les chiffres, pas les lettres. Ils pataugent dans le domaine numérique parce qu'ils ne servent pas l'information, mais les dividendes des actionnaires. **Nous sommes les partisans des lecteurs, pas des propriétaires !**

Nous nous battons pour que l'information sorte de la rubrique nécrologique : *Le Pays, France Soir, La Tribune, Libération* demain, les OPA de Facebook et Google... Informer, ils s'en moquent. Mais gagner des parts de marché, ça, oui ! Pourtant des événements complexes suscitent d'immenses demandes des lecteurs pour comprendre : l'Ukraine, le résurgence en Europe des forces fascistes, les réactions religieuses intégristes, la crise, etc. **L'information survit à peine au péril de l'offre, nous sommes partisans qu'elle vive en fonction de la demande !**

Nous nous battons pour l'information contre un handicap : le bilan de ces éditeurs qui n'ont vécu que d'expédients et d'aides publiques vite empochées depuis des années. Hier, c'était priorité à la pub, puis aux abonnements subventionnés, puis aux gratuits, puis aux aides qu'ils vont chercher sébile en main. Ils ne rendent jamais compte d'aucun de leurs échecs. Pourtant ils sont coupables et responsables.

Qu'ont-ils fait des aides à la presse ? Le dogme instauré par Sarkozy aux états généraux de 2008 : l'information, pour être libre, doit être rentable. Bilan, l'information a été vendue. Les aides ont été englouties par les plus gros sans aider les plus petits à vivre. Et ça continue de plus belle.

Nous sommes partisans de l'attribution d'aides à l'initiative éditoriale, pas de fonds publics aux licenciements et de subventions déguisées aux actionnaires. Nous sommes partisans de sociétés d'information indépendantes des 100 familles du patronat national et des 5 sœurs dominants le numérique. Que la possibilité soit ouverte de créer des sociétés d'information à but faiblement lucratif !

La cause de la crise de l'information participe de l'incivilité généralisée des rapports sociaux au temps du libéralisme arrogant. Toutes les grossièretés sont permises, même le racisme et l'antisémitisme. **Nous sommes partisans d'une loi générale protégeant l'information des forces de l'argent.** Une telle arme légale ne peut se forger qu'au terme d'échanges sociaux civilisés. **C'est pourquoi nous sommes partisans d'une négociation nationale sur l'information, alternative aux plans locaux de destruction des effectifs.** **Notre rendez-vous du 6 mars rassemble toutes les formes de presse, cette bataille est ouverte à tous. Elle appelle bien d'autres mobilisations.**